

## **Pour une Europe plus intégrée**

Nous, les présidents des trois plus grandes organisations d'entreprises de la zone euro, membres du B20, affirmons notre engagement total en faveur d'une intégration européenne plus poussée. Grâce au marché unique et à une monnaie commune forte et stable, l'Union européenne est un élément déterminant de la prospérité et du leadership économique de notre continent. L'intégration économique européenne a permis à nos entreprises de renforcer leur compétitivité dans la mondialisation, assurant ainsi aux citoyens européens l'élévation de leur niveau de vie et des emplois nouveaux et plus nombreux.

Aussi la communauté des entrepreneurs européens attache-t-elle la plus extrême importance non seulement à la préservation de l'euro mais aussi au progrès vers une nouvelle intégration économique et politique.

### **1- Nous avons besoin de finances publiques solides et d'économies compétitives**

L'Europe et la zone euro ne sont pas seules à l'origine de la crise de confiance profonde qui affecte les marchés financiers internationaux mais elles y ont leur part. Face à cette situation, l'Europe doit maintenant s'engager de façon résolue pour rétablir la confiance. L'Europe de demain doit reposer sur les principes de liberté et de diversité, de stabilité et de cohésion, de concurrence et de solidarité. En concevant un mécanisme de sécurité financière et en avançant dans la voie de la gouvernance économique, l'Union européenne pourra établir un cadre réglementaire efficace créant les conditions pour des finances publiques solides et une économie compétitive.

### **2- Nous avons besoin d'un engagement politique**

Dès lors, nous appelons les responsables des institutions communautaires, les gouvernements et les Parlements nationaux à prendre avec détermination toute la mesure de leurs responsabilités.

En premier lieu, les propositions en cours doivent être maintenant rapidement mises en œuvre :

- l'ensemble des six nouvelles réglementations adoptées le 4 octobre pour renforcer le Pacte de Stabilité et de Croissance et introduire un nouveau mécanisme de surveillance macroéconomique à l'intérieur de l'Europe ;
- les décisions annoncées le 21 juillet par le Conseil des Chefs d'Etats et de gouvernements de la zone euro pour une plus grande efficacité du Fonds Européen de Stabilité Financière et du futur Mécanisme européen de stabilité.

Plus encore, les pays européens doivent engager des réformes structurelles tournées vers la croissance pour renforcer la compétitivité de leurs économies. Les Etats membres doivent orienter leurs programmes de réformes en s'inspirant des meilleurs exemples et non pas en visant la moyenne communautaire. C'est ainsi seulement qu'ils seront en mesure de se confronter aux Etats-Unis, à la Chine et aux économies émergentes.

La question de la capitalisation adéquate des banques est une condition de la solution à la crise actuelle et doit être traitée à ce titre par les responsables politiques.

Toutes ces décisions sont intimement liées. Elles nécessitent un effort budgétaire et financier de la part de tous et elles exigent courage et détermination. Leur succès dépendra de l'engagement et de la capacité de chacun des pays concernés à adopter et à appliquer sans faille et sans restriction l'ensemble de ces mesures.

### **3- Nous avons besoin d'une Europe plus forte**

Les dispositifs déjà envisagés ne constituent pas cependant le « bond en avant » nécessaire pour surmonter les déficiences actuelles de la zone euro. Afin que puissent être établies les fondations d'une Europe du XXIème siècle prospère et politiquement forte, nous demandons à l'Union européenne de lancer le chantier d'un nouveau Traité, qui constituera une étape nouvelle vers une Union politique et économique plus étroite :

- ce traité devra transformer le Mécanisme européen de Stabilité en un fonds indépendant, qui puisse opérer à partir de règles claires et transparentes et n'accorder son soutien que sous réserve d'une conditionnalité stricte. En même temps qu'un objectif d'équilibre budgétaire, le programme de réforme que proposera ce fonds devra s'orienter en priorité vers des réformes de structures porteuses de croissance ;
- pour renforcer l'efficacité de ce programme, la Commission et la Banque européenne d'investissement devront intensifier la synergie entre les programmes de prêts et les financements communautaires, en particulier avec un accroissement des mécanismes de cofinancement ;
- tout soutien financier accordé par le fonds sera soumis à une analyse préalable de soutenabilité de la dette, conduite de façon totalement transparente et avec la participation de la Banque centrale européenne. Dès lors qu'un programme d'assistance financière sera mis en place, il sera vérifié avant le paiement de chaque nouvelle tranche que les conditions requises sont remplies et qu'il existe effectivement une capacité de remboursement ;
- le fonds devra comprendre un mécanisme de résolution pour permettre la restructuration de dettes en situation d'ultime recours.

Il n'y a aucune raison pour que l'économie réelle plonge à nouveau dans la crise. L'économie réelle mondiale est intacte. De très nombreuses entreprises européennes sont les leaders mondiaux dans leur domaine. Les perspectives économiques globales sont toujours riches de promesses et de perspectives.

Les positions économiques et politiques dans le monde sont sans cesse remises en question. Dans cet univers qui change à un rythme toujours plus rapide, il est important d'assurer le poids économique et politique de l'Europe. Les pays émergents à forte population vont prendre très vite encore plus de poids au niveau mondial. La puissance des économies se transforme également en puissance politique. Une Europe diverse, composée de nombreux pays, ne pourra maintenir sa position économique et conserver son statut de décideur politique dans ce monde en changement, que si elle progresse sans relâche vers une union politique. Le respect du principe de subsidiarité, l'engagement en faveur de la diversité et la concurrence tout comme l'acceptation des spécificités des pays et des régions d'Europe ne contredisent pas cet objectif. Tout au contraire, ils constituent une des forces de l'Europe.



Hans-Peter Keitel

Président du Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI)



Emma Marcegaglia

Présidente de la Confindustria



Laurence Parisot

Présidente du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)